

LA COMMUNE DE PARIS

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ. SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.
Agriculture, Industrie. Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'administration, passage de l'Entrepôt-du-Marais, 4.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

ON S'ABONNE A PARIS:

Pass. de l'Entrepôt-du-Marais, 4.

	1 an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Départements.	36	18	10
Etranger.	48	24	13

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU BIEN-ÊTRE. DROIT AU TRAVAIL.

AVIS.

Tout ce qui ne sera pas affranchi sera refusé.

Toute demande d'abonnement, pour la province, qui ne sera pas accompagnée d'un mandat sur la poste, sera considérée comme nulle.

Les personnes qui, jusqu'à ce jour, ont reçu notre Journal, et qui n'ont pas encore acquitté leur abonnement, sont priées de vouloir bien nous en faire parvenir le montant avant le 5 juin prochain, si elles ne veulent éprouver du retard dans l'envoi du Journal.

APPEL AUX RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES.

La Commune de Paris est momentanément ruinée.

On garde ce qui peut avoir échappé au ravage de nos bureaux.

Notre imprimeur ordinaire nous a refusé ses presses.

On nous dispute notre titre.

Mille menaces nous poursuivent.

Au milieu de tant de difficultés, de soins, d'ennuis, la Commune de Paris continue sa mission; elle ne périra pas!

Au nom des principes que nous soutenons, et que chacun connaît, au nom de la démocratie pure dont Sobrier est le véritable représentant, au nom de la République en péril, nous conjurons nos amis connus et inconnus de venir à notre aide en ce moment suprême.

Des listes d'abonnement sont préparées dans les bureaux de la Commune, et nous faisons appel à toutes les sympathies démocratiques.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis et signés qui lui seront communiqués dans le but d'aider à la publication de la BIOGRAPHIE des représentants à l'Assemblée nationale.

Les notes que nous avons recueillies ayant été brûlées ou dispersées dans le pillage qui a eu lieu le 15 mai dans les bureaux du journal. — Nous faisons appel au patriotisme des bons citoyens pour nous aider à commencer prochainement cette publication.

Les d'Orléans.

Au nom de son patriotisme, au nom de ses services loyaux et fidèles, la lignée d'Orléans protestait avant-hier contre le projet de décret qui est venu aujourd'hui lui interdire le sol de la République. Cette lettre, datée de Claremont, mais écrite par les princes à Paris, était adressée, avec toutes les formes monarchiques, au président de l'Assemblée nationale, comme à un roi.

Ils se targuaient de leur soumission aux ordres du peuple et de leur départ d'Alger; mais pouvaient-ils s'y soustraire?

Ils se vantaient de leurs services dans l'armée

ou dans la marine; mais ils ne parlaient pas de la manière dont ils envahirent, à vingt ans, des postes supérieurs, et qu'on ne peut confier qu'à des officiers expérimentés, tant ils sont importants.

De quel droit venaient-ils protester?

Est-ce qu'ils ne bannirent pas les Bourbons, les Bonaparte?

Et, s'ils sont si dévoués maintenant, pourquoi n'ont-ils pas compris qu'ils n'ont rien de mieux à faire aujourd'hui que d'éviter que l'on parle d'eux?

Leur mérite est dans le sacrifice, leur gloire dans l'oubli.

L'Assemblée nationale a décrété leur exil, à la majorité de 632 voix contre 63.

C'était justice, mais justice regrettable; car il eût mieux valu les laisser périr dans le dédain et attendre un acte coupable de leur part, qui permit de les punir, comme punit un grand peuple, par le rire universel.

Malheureusement l'histoire pourra dire que le premier acte des commis du peuple a été un acte ou de doute, ou de peur, ou de haine.

Comédiens et Avocats.

Nos gouvernants ne pensent à rien: depuis trois mois, ils dépensent en travaux inutiles les ressources de la France; ils condamnent nos ouvriers au travail de Sisyphe, ils font rouler des cylindres, remuer la terre sans but, transporter des pierres d'un endroit dans un autre. Leur chef-d'œuvre est d'humilier ces admirables milices du dévouement, de l'héroïsme et de la faim.

Et, cependant, que de belles choses ils auraient pu accomplir, s'il y avait eu place dans leur cerveau pour un diminutif d'idée utile, si leur esprit n'avait pas été à tout jamais dévasté par l'ineptie et la vanité.

Qu'est-ce que c'est donc que le citoyen Marie, ex-ministre des travaux publics, membre actuel de la commission exécutive? Qu'a-t-il fait? Rien! rien!

Je me trompe, les annales du palais rapportent qu'il parlait assez bien, et que le National, à tout propos, faisait l'éloge de son éloquence. Avocat!

La France est en proie aux avocats; Paris, à l'heure qu'il est, est une grande chambre. En haut, en bas, partout, l'avocasserie se prélassait sur l'ouïe toujours gonflée de ses métaphores.

Quand nous avons entendu un plaidoyer, nous croyons avoir résolu tous les problèmes politiques et sociaux. De beaux gestes un accent pathétique, des périodes retentissantes, des phrases ciselées, et c'en est fait.

Tous les jours Roscius salue la patrie.

Roscius, grand artiste dramatique, qui donna des leçons à Cicéron, se pénétrait si bien de son rôle, qu'il lui arrivait de tuer les malheureux comparses chargés d'écouter ses iambes.

Nos modernes Roscius n'ont jamais jusque-là.

Ce n'est pas du sang qui coule dans leurs veines; on commence à croire qu'ils n'ont pas de cœur, du moins pour autrui. Ils n'aiment qu'eux-mêmes.

Epris avant tout de leur personnalité, ils se regardent amoureux dans le miroir de leur éloquence; ils passent leur temps à souffler des bulles d'eau, à suivre les mille évolutions de leur fantaisie. Narcisse, le beau Narcisse, cherchait partout des objets capables de le refléter; il demandait à l'ombre, à l'eau, à tout ce qui luit, à tout ce qui scintille, la reproduction de son visage. Un Dieu charitable eut pitié de cet homme, il le changea en fleur.

La belle aubaine que de devenir végétal!

Et voilà cependant le sort que l'on réserve à la France!

Laissez agir les poètes, les avocats et les artistes, et dans quelques jours vous verrez ce qu'ils auront fait de nous.

Citations.

Quand Dieu permet qu'une vérité tombe sur la terre, les hommes commencent par maudire et par lapider celui qui l'apporte; puis, ils s'emparent de cette vérité, qu'ils n'ont pas tuée avec lui parce qu'elle est immortelle, et elle devient leur héritage.

Les idées humaines ont amené l'Europe à une de ces grandes crises organiques, dont l'histoire n'a conservé qu'une ou deux dates dans sa mémoire, époque où une civilisation usée cède la place à une autre. . . . Mais l'idée de révolution, c'est-à-dire de changement et d'amélioration, n'en éclaire pas moins l'esprit, n'en échauffe pas moins le cœur.

Quel est parmi nous l'homme pensant, l'homme de cœur et de raison, l'homme de religion et d'expérience, qui, mettant la main sur sa conscience et s'interrogeant devant Dieu, en présence d'une société qui tombe d'anomalie et de vétusté, ne réponde: « Je suis révolutionnaire! »

Les prolétaires se trouvent aujourd'hui dans une condition pire qu'ils n'ont jamais été; ils ont reconquis des droits stériles sans avoir le nécessaire, et remueront la société jusqu'à ce que le socialisme ait succédé à l'odieuse individualisme.

C'est de la situation des prolétaires qu'est née la question de la propriété qui se traite partout aujourd'hui, et qui se résoudrait par le combat et le partage, si elle n'était résolue par la raison, la politique et la charité sociale. La charité, c'est le socialisme; l'égoïsme, c'est l'individualisme. La charité comme la politique commande à l'homme de ne pas abandonner l'homme à lui-même, mais de venir à son aide, de former une sorte d'assurance mutuelle à des conditions équitables entre la société possédante et la société non possédante, elle dit au propriétaire: « Tu garderas ta propriété. » Car, malgré le beau rêve de la communauté des biens, tenté en vain par le christianisme et par la philanthropie, la propriété paraît être jusqu'à ce jour la condition nécessaire de toute société; sans elle, ni famille, ni travail, ni civilisation; mais cette même charité lui dit aussi: « Tu n'oublieras pas que ta propriété n'est pas seulement instituée pour toi, mais pour l'humanité tout entière; tu ne la possèdes qu'à des conditions de justice, d'utilité, de répartition et d'accession pour tous; tu fourniras donc à tes frais, sur le superflu de ta propriété, des moyens et

des éléments de travail qui leur sont nécessaires pour posséder leur part à leur tour; tu reconnaitras un droit au-dessus du droit de propriété, le droit de l'humanité. Voilà la justice et la politique.

(Antérieur à février. LAMARTINE.)

Une idylle ministérielle.

Où sont-ils? Que font-ils? Sont-ils morts? sont-ils vivants? — Vous croyez peut-être que nous parlons des représentants; Dieu nous en garde! Ce sont les ministres que nous demandons à tous les échos. Nous regardons l'horizon, et nous ne voyons rien, rien que les roses qui fleurissent et les cachots qui s'empressent; mais pour ce qui est des commis du peuple, ils se sont éclipsés, évanouis, évaporés. Pas le moindre décret, pas la plus petite ordonnance; les cumulards jouissent en paix des loisirs que leur a faits la République. Les abus et les scandales de tout genre s'étalent plus effrontément que jamais; mais, à l'exception de Flocon, condamné par ses collègues aux stériles débats de la Chambre, nos ministres ne donnent pas signe de vie. Les travaux publics élaborent, les affaires étrangères élaborent, l'instruction publique élabore encore; nous le savons bien, ils élaborent tous. Mais quand donc verrons-nous ce qu'ils ont élaboré? Quand donc le citoyen Trélat donnera-t-il au peuple le pain du corps, et le citoyen Carnot le pain de l'âme? Quant à cela, nous n'en savons rien.

On nous a bien dit qu'on allait ouvrir des ateliers, généraliser l'instruction, réorganiser les bibliothèques; mais en vérité ces promesses sont déjà si vieilles qu'on n'y songe plus. Que voulez-vous, le ciel est si bleu, les arbres sont si verts, que ces pauvres ministres sont allés s'étendre à l'ombre des hêtres; les cœurs purs ont besoin de respirer l'air des champs; les natures puissantes s'étioilent sous les lambris dorés: il leur faut le soleil et les grands horizons. Ne mêlons point nos plaintes aux chants de ces nouveaux Tityres; ne troubions point leurs ébats idylliques; mais, par grâce qu'ils nous donnent signe d'existence: leurs jours nous sont trop chers pour que nous puissions vivre dans de pareilles anxiétés.

Colonies agricoles.

Le citoyen Flocon a pris, le 13 de ce mois, possession du ministère de l'agriculture et du commerce. Il s'est immédiatement occupé des affaires de son département. Mettant à profit l'impulsion utile donnée par son prédécesseur aux travaux d'intérêt agricole et commercial, il a, sans désemparer, complété la série des mesures déjà en cours d'exécution. Avec le citoyen Flocon, l'idée des colonies agricoles est entrée dans le département de l'agriculture. Cette idée y trouvera bientôt sa réalisation. Tous les besoins, tous les droits des travailleurs de l'agriculture et de l'industrie, seront démocratiquement appréciés et satisfaits. Un vaste travail se coordonne dès à présent. Le ministre veut que le pays connaisse enfin la situation vraie de notre agriculture nationale. Les travaux de défrichement, ceux de dessèchement des marais, les irrigations, l'instruction agricole et professionnelle, le crédit agricole, le perfectionnement des races, nécessaires à l'alimentation du peuple, la recherche, la préparation, l'emploi des substances fertilisantes, l'extension des cultures fourragères, en un mot tous les grands intérêts de l'agriculture seront éclairés, dirigés; aucun ne demeurera en souffrance. Des chambres consultatives, procédant d'une élection large et sincère, donneront à ces intérêts la représentation spéciale trop longtemps attendue. Les haras, les institutions hippiques, auront leur place dans ces travaux inspirés par un dévouement absolu à la cause populaire. La même sollicitude qui s'attache aux travailleurs agricoles, embrasse la condition des travailleurs industriels. La législation des prud'hommes sera l'objet d'une révision approfondie. D'importantes modifications aux lois sur les livrets, sur les coalitions d'ouvriers, sur le travail dans les manufactures, sont mises à l'étude. Le principe républicain viendra rajeunir et vivifier les institutions utiles, mais empreintes d'idées et de tendances trop peu en rapport avec le sentiment démocratique, le seul aujourd'hui qui soit le sentiment français.

Les modérés à Passy.

Le maire de la commune de Passy a été victime hier d'un de ces actes que les modérés se permettent et que les montagnards réprouvent. Il a eu le malheur de remplacer le citoyen Possoz, ami intime de MM. Delessert et Guizot, et de passer pour un sincère républicain.

Les modérés sont entrés à la mairie, en proférant des menaces de mort contre le citoyen qui a été nommé maire; ils l'ont traité poliment de *cancille*, de *gueux*, de *républicain*, de *brigand*; car, dans le langage de ces illustres, ces épithètes se valent. Le maire ceignit son écharpe et ordonna à ces furieux de quitter la mairie; mais les injures ont redoublé, et si le maire n'avait fait preuve d'énergie et en même temps de sangfroid, les modérés auraient eu le courage de la faiblesse de leur adversaire.

Des calomnies avaient été, comme d'habitude, le prétexte de cette manifestation: l'autorité supérieure est prévenue; c'est à elle qu'il appartient d'agir avec rigueur et célérité. Le poste de garde nationale qui se trouvait à la mairie aurait pu prévenir l'acte de *modérantisme* des furieux: il ne l'a pas fait. A qui la faute?

Il résulte de tous ces faits qu'aujourd'hui il est presque aussi dangereux que sous le régime des monarches de s'avouer républicain.

La voirie de Montfaucon.

Depuis quelques jours Paris est infecté des miasmes que le vent chasse de Montfaucon. On dirait que tous les éléments de putréfaction se sont donné rendez-vous dans ce chef-lieu du genre humain, comme disait Anacharsis Clootz.

Les grands hommes qui nous gouvernent, c'est Émile Thomas et Jaime que je veux dire, c'est-à-dire même qui aiment à entendre la cadence du rossignol dans le parc de Mouceaux et à s'enivrer de l'odeur des seringats, ne pourraient-ils pas, sans inconvénient personnel, envoyer à Montfaucon quelques-uns des nombreux ouvriers payés pour ne rien faire? Ces ouvriers ne pourraient-ils pas assainir cet horrible foyer de peste et éloigner de Paris cette voirie? Notre faible intellect nous incite à croire que ce serait là un travail utile. Daignent les cinq pentarques prendre notre idée en considération. Nous serions heureux de la voir réaliser en quelques années.

Un beau trait de M. Caussidière.

Il y a quinze jours environ, un homme vint trouver M. Caussidière, alors préfet de police, et lui offrit de lui fournir les indications nécessaires pour arrêter M. Hébert, ex-garde des sceaux.

— Et que veux-tu pour ta peine? demanda le préfet.

L'homme désigna une somme d'argent assez ronde.

— Canaille! s'écria le préfet, avec son éloquence populaire et naïve, fiche-moi le camp d'ici, ou dans une heure je te fais châtier par M. Hébert lui-même.

— Vous seriez bien embarrassé de le trouver! reprit effrontément le dénonciateur.

Le préfet prit la plume, et écrivit ces mots: « Chassez votre domestique, il vous a dénoncé. » Il cacheta et adressa la lettre à l'ex-ministre, dont il connaissait parfaitement la retraite.

M. Dupin.

Le citoyen Dupin, ce patriote zélé qui, indépendamment de son indemnité de représentant, trouve encore le moyen de gagner sur les bancs de la Constituante les 30,000 fr. de traitement que la République alloue même aujourd'hui au procureur général de la Cour de cassation; le citoyen Dupin accuse les ouvriers des ateliers nationaux d'accepter le salaire d'une besogne qu'ils ne font pas, et veut les embrigader dans des ateliers militaires.

Si le citoyen Dupin daignait les approcher, il se convaincrerait qu'ils sont les premiers à gémir d'un état de choses qui les humilie. Gagner leur vie en travaillant leur serait bien plus doux que de rester toute la journée sous la pluie ou sous le soleil, attachés à de prétendues corvées où il n'y a pas en effet, un coup de pioche à donner. Ce salaire, que le citoyen Dupin leur reproche, ils le gagnent doublement par ce fait trop constant qui assimile, en quelque sorte, à une aumône. Mais si l'occupation manque à tant de bras, à qui la faute? Les ouvriers se

sont plusieurs fois rendus, par députation, auprès du ci-devant ministre des travaux publics, le citoyen Marie, pour en obtenir des travaux utiles, et ils ont été sans cesse ajournés.

Enfin voici que l'Assemblée nationale leur vote un nouveau crédit et entend donner aux travaux une direction efficace. Nous n'aurons donc plus affaire, en ce cas, à la haute incapacité de M. Émile Thomas et de M. Jaime.

Nous ne serons pas assiégés des protestations de ces honnêtes ouvriers à qui le citoyen Dupin semble plaindre le morceau de pain qu'on leur jette, et qui, employés à de véritables travaux, y apporteront d'autant plus d'activité qu'ils mettaient naguère de tiédeur à leurs fausses corvées.

Bouche de bronze.

Le général de division en retraite Pelet occupe vingt-deux chambres environ des bâtiments du ministère de la guerre; il brûle, dit-on, de cinquante à soixante-dix voies de bois par an. Il occupe un huissier, deux secrétaires et quatre garçons de bureau à lui tout seul.

Nous venons de lire, dans un journal du matin, l'annonce que M. Jules Simon va reprendre son cours à la Sorbonne. — M. Jules Simon n'est-il point déjà représentant du peuple et ne touche-t-il pas 25 fr. par jour?

M. VILLEMAMIN.

Professeur à la Sorbonne.	6,000 fr.
Examineur du baccalauréat.	6,000
Secrétaire perpétuel de l'Académie française.	6,000
Le logement.	2,000
De l'Académie française.	1,800
De l'Académie des inscriptions.	1,800
Total.	23,600

M. MILNE-EDWARDS.

Trois places.	
Professeur au musée d'histoire naturelle.	5,000 fr.
Logement au musée.	1,000
Professeur à la Sorbonne.	5,000
Casuel de la chaire de Sorbonne.	1,500
Membre de l'Institut.	1,800
Total.	14,300

M. ORFILA.

Professeur à l'École de médecine.	40,000 fr.
Membre titulaire de l'Université.	40,000
Membre de l'Académie de médecine.	500
Total.	20,000

L'épée de Damoclès.

On a renouvelé l'épée de Damoclès; on a recours aujourd'hui au mandat d'amener. A-t-on à redouter un citoyen dont la parole ou la plume exerce quelque influence sur les masses, un mandat d'amener est lancé contre lui, et l'épée de Damoclès se trouve suspendue sur sa tête.

Quelqu'un dit à un officieux qu'un mandat d'amener est lancé contre tel homme de lettres, cet officieux le transmet à son ami, cet ami le porte tremblant à l'écrivain, et celui-ci de fuir, de se cacher ou de se taire.

N'est-il pas temps d'en finir avec cette terreur de la prévention?

Aux barricades de février, nous avons conquis le droit de libre pensée, de libre presse, de libre discussion. Ce droit s'est-il envolé en même temps que toutes les illusions que nous avions rêvées?

Candidatures.

M. THIERS.

On parle beaucoup de la candidature de M. Thiers à l'Assemblée nationale, et il paraît qu'il est tel département où la réaction, debout et maîtresse, compte bien se donner cette satisfaction. Il y a des satisfactions malheureuses; et celle-là, certes, est du nombre. Le bon sens des électeurs, lors du dernier vote, a fait justice d'une pareille candidature; que s'est-il passé depuis un mois qui ait rendu possible ce qui

paraissait impossible, raisonnable ce qui était jugé absurde?

Est-il un département qui éprouve le besoin de glorifier l'un des auteurs des lois de septembre? Les lois de septembre ont fait la force et, comme chacun sait, le salut de la monarchie. Arrière loin de la République les donneurs de tels conseils! Ils savent, à chaque difficulté, à chaque péril de la situation, opposer la violence et la réaction; mais ils ne savent que cela.

Est-il un département qui veuille voir reparaitre à la tribune l'auteur de cette singulière politique de 1840, où l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, la témérité ou la faiblesse?

Après le conflit élevé entre les gouvernements anglais et français au sujet de l'Égypte, le cabinet dont M. Thiers était le chef fait rentrer la flotte, qui seule pouvait agir, et prépare une armée contre l'Allemagne et les bords du Rhin. Le bizarre copiste de la politique impériale laissait, comme l'empereur, la mer aux Anglais, et reméditait les campagnes d'Austerlitz et d'Iéna.

Est-il un département qui donne sa voix à cet instrument de rechange de la politique de Louis-Philippe? M. Guizot était pour la droite; M. Thiers était pour la gauche. Au moment où Louis-Philippe allait changer de main, et pendant qu'il hésitait coquettement, éclata la Révolution de Février; et le ministère de M. Thiers, ainsi que celui de la gauche est emporté; c'est un bonheur pour le pays.

Qu'on laisse à terre ce qui est justement tombé. M. Thiers n'a aucun rôle possible dans l'Assemblée républicaine. Le nommer, ce serait simplement faire acte d'opposition à la République, d'adhésion à la branche cadette.

VICTOR HUGO.

Nouvelle preuve du progrès immense de la réaction: vicomte Victor Hugo, pair de France et ami des princes, sollicite l'honneur de siéger à l'Assemblée bourgeoise, et il se présente candidat à la députation de Paris. Nous rappellerons que M. Hugo n'a figuré dans la Révolution de février que pour proclamer la régence, et qu'il n'osa pas même accepter la candidature lors des premières élections. Mais tout va si bien, sans doute, que M. Hugo commence à se trouver à la hauteur de la République. Par Notre-Dame! il parlera bien entre M. Barrot et M. Berryer. Vive Quasimodo! vive le moyen âge! vive le duc de Bordeaux! vive le comte de Paris! vivent les morts! *Vraie république.*

RÉPONSE AU CITOYEN CAHAIGNE.

La Commune de Paris a été fondée par le citoyen SOBRIER, dont le citoyen Cahaigne oublie trop facilement le nom; elle s'est publiée aux frais du citoyen SOBRIER. Quand il a plu au citoyen SOBRIER d'instituer un comité de rédaction, il en avait sans doute le droit, car le citoyen Cahaigne n'a pas protesté contre ce fait. — Depuis qu'il est à Vincennes, ses amis ont jugé bon de continuer la Commune de Paris, — afin de la lui remettre fidèlement entre les mains, et aussi pure de principe qu'il l'a laissée. Ils ne s'arrêteront pas aux défenses expresses du citoyen Cahaigne, et ils attendront la décision des tribunaux. D'ici à quelques jours, nous l'espérons, le citoyen Sobrier pourra lui-même éclaircir la question.

Les bruits les plus sinistres courent dans Paris, on dit que les partisans de la Régence organisent un coup de main, et ne tarderont pas à arborer leur drapeau, ils cherchent à embaucher la troupe en insinuant aux soldats qu'il leur faut une revanche contre les combattants de

février. Ces réactionnaires ne peuvent dissimuler leur joie à la vue de ces cinquante mille hommes de troupes qui sont entrés dans Paris. C'est aux républicains de veiller sur les destinées de la République; c'est sur leur énergie qu'ils doivent compter, et nullement sur un gouvernement qui n'est plus qu'une ombre qui pâlerait même devant celle du Directoire. O espérances déçues! Hélas!

« Comment en un plomb vil, l'or pur est-il changé »

Le terrorisme des gardes bourgeois n'est pas satisfait des vols, pillages à main armée, effraction, incendies, commis dans leurs rangs; les lauriers des gardes royaux et suisses napolitains les empêchent de dormir. Une Saint-Barthélemy de républicains ne leur paraît pas chose à dédaigner — nous sommes si bons — et ces morceaux sont si friands! au risque de tuer comme à Naples tous les étrangers qui tomberaient sous leur main modérée. Aussi, nous ne sommes pas étonnés que beaucoup d'Anglais et d'étrangers quittent Paris, et que bon nombre d'entre eux; justes appréciateurs de la modération de messieurs les réactionnaires, ne craignent de venir ici pour être témoins ou victimes des prouesses de ces vaillants. La question est maintenant jugée, on sait de quel côté sont les pillards!

La révolution du 24 février a posé en France le principe de l'établissement d'une république démocratique: il faut que ce principe reçoive la plus large et la plus complète application; il ne faut pas qu'il soit un mensonge comme le fut, après juillet 1830, la promesse d'un trône populaire entouré d'institution républicaines; il faut que tous les intérêts qui ont été ou délaissés, ou sacrifiés, pendant que la monarchie pesait sur la France, reçoivent enfin satisfaction; il faut, en un mot, non seulement que la révolution pousse comme un arbre fort et vigoureux, mais qu'elle porte ses fruits.

Voilà ce que nous demandons à l'Assemblée nationale; voilà ce que nous attendons de sa sagesse aussi bien que de son intelligence.

Revue des Journaux.

Leçon d'orthographe au Siècle.

Le Siècle s'écrie mélancoliquement:

Mais quand reprendront les affaires? Quand sortirons-nous de la langueur et du marasme?

Du marasme! le mot y est! mais pas l'orthographe.

Nous l'avons dit les premiers, — depuis Février, le mot de la situation doit s'écrire ainsi: MARRASME.

(Représentant du Peuple.)

On sait maintenant comment s'est passé, dans la soirée du 15 mai, le fatal accident du passage Molière. On sait que, dans le trouble ou l'ardeur, si l'on aime mieux, qui les emportait, des gardes nationaux ont tiré les uns sur les autres, et qu'il en est resté plusieurs sur la place, tués ou blessés. On sait enfin que ces derniers ont été traités en victimes de l'émeute, et avec des honneurs que leur méprise, selon nous, ne comportait point.

Un honorable représentant a proposé aujourd'hui à la Constituante de leur allouer une journée de l'indemnité parlementaire, Libre à l'Assemblée. Nous ferions seulement observer que leur fait, militairement, n'avait jamais paru digne de récompense, et qu'il rappelle involontairement le fait analogue de ce garde national des journées de mai 1839, qui, s'étant blessé à la main par mégarde, fut rémunéré de sa maladresse par la croix d'honneur.

Les journaux réactionnaires ont déjà recueilli 6,000 francs de souscription pour les malheureux qui se sont ainsi tués les uns les autres, — sans doute pour les engager à recommencer.

(Réforme.)

A la date des dernières nouvelles d'Autriche, personne ne savait au juste de quel côté s'était dirigé l'empereur. On avait placardé l'avis suivant dans les rues de Vienne:

IL A ÉTÉ PERDU

Un empereur châtain-clair répondant au nom de Ferdinand. Récompense honnête à celui qui le rapportera.

(Charivari.)

— Nous recevons d'un ouvrier des ateliers nationaux une lettre à l'adresse de M. Dupin. Il lui reproche, en termes énergiques, d'outrager chaque jour à la tribune les 400,000 ouvriers qui, après tout, ne reçoivent qu'une misérable paie de vingt-trois sous par jour. L'auteur de la lettre reproche avec raison au représentant de la Nièvre de calomnier à tout propos les hommes qui ont fait la révolution de Février, et qu'il aurait envoyés à Saint-Michel et et à Doullens, si le peuple eût été vaincu. Si M. Dupin est rusé, les ouvriers sont prudents; le faiseur de réquisitoires n'obtiendra pas les émeutes qu'il paraît rechercher. Les travailleurs sauront attendre patiemment le moment où la commune patrie reconnaîtra enfin leurs droits.

(Représentant du peuple.)

— Depuis la malheureuse journée du 15, et à la suite des tendances réactionnaires qui se sont manifestées dans la garde nationale, plusieurs officiers sincèrement républicains ont donné leur démission du grade qu'ils devaient à l'estime de leurs concitoyens. Ils ont sans doute agi ainsi pour qu'on ne crût pas qu'ils s'associaient aux actes de féroce stupidité commis par quelques-uns de leurs camarades. Nous blâmons de toutes nos forces une semblable détermination. Elle favorise d'ailleurs les manœuvres des hommes vaincus en février, qui espèrent se débarrasser ainsi des meilleurs, des plus purs, des plus zélés parmi les officiers républicains. Ceux-là espèrent qu'à la place des démissionnaires la réaction monarchique ou la conspiration légitimiste feront nommer leurs plus fervents serviteurs. Or, par le temps d'aveuglement qui court, ils y parviendront, grâce à l'inhabileté des républicains et à leur malencontreuse susceptibilité.

Que les patriotes tiennent bon. La garde nationale commence à voir où les vieux dynastiques voulaient la conduire; elle ne tardera pas à revenir à la véritable république de février, à la république démocratique, sans terreur bourgeoise ou prolétaire, sans pillage, sans atteinte à la sécurité des citoyens.

(Représentant du peuple.)

Correspondance.

Paris, ce 26 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

Je vous prie de porter à la connaissance du public que le 15, dans la séance du soir de l'Assemblée nationale, j'ai protesté par mon vote, et de toute l'énergie dont je suis capable, contre le décret qui mettait en arrestation trois de mes collègues, les citoyens Barbès, Albert et Courtais. J'ai protesté et je proteste encore, malgré les menaces de la garde nationale.

Recevez, citoyen rédacteur, mes salutations fraternelles.

GREPPO, représentant du Rhône.

Clubs de Paris.

Club pacifique des droits de l'homme.

Nous prévenons les candidats à la représentation nationale, que la tribune du club est à leur disposition, pour y faire leur profession de foi, et que tous ceux qui s'y feront entendre seront religieusement écoutés, fussent-ils en opposition directe avec les principes du comité.

Le club tient ses séances à huit heures du soir, les lundi, mercredi et vendredi au local de l'école des garçons, rue Sainte-Élisabeth, près le Temple.

PELIN, président.

Départements.

Simple rapprochement.

Le 5 avril, le représentant de la République dans le département du Doubs était attaqué par des factieux en armes.

Et le général Baraguay d'Hilliers refusa de commander des troupes de ligne pour protéger le représentant de la République contre cette tentative insensée qui devint une victoire.

Le 15 mai, une population sans armes fit aussi une tentative insensée contre les représentants de la République à Paris.

Et le général Courtais refusa de commander la garde nationale pour repousser à coups de fusils et de baïonnettes cette population désarmée.

Le général Baraguay-d'Hilliers, complice des factieux, a été nommé membre à l'Assemblée nationale.

Le général Courtais, complice d'autres factieux, a été dégradé de tous ses titres et mis sous les verrous.

Le citoyen Baraguay-d'Hilliers et le citoyen Convers, rebelles à la République le 5 avril, ont dû voter l'arrestation des rebelles du 15 mai.

(Républicain de la Franche-Comté).

On lit dans la *Démocratie du Midi* :

On nous écrit de Limoges qu'après l'arrivée des troupes envoyées par le gouvernement pour occuper la ville, l'ancienne garde nationale s'est signalée par des démonstrations agressives qui auraient pu amener de fâcheuses collisions ; si les ouvriers n'avaient pas fait preuve de sang-froid et de modération.

Nouvelles étrangères.

BERLIN, 22 mai. — L'espèce de séquestration du roi de Prusse à Spandaw donne lieu à des bruits étranges. Il ne s'agirait de rien moins que de la folie de Frédéric-Guillaume IV, folie dont les symptômes se seraient manifestés depuis les troubles sanglants de Berlin. C'est, dit-on, cette maladie inattendue qui aurait nécessité le rappel précipité du prince de Prusse, si impopulaire dans la capitale.

Faits divers.

Un crédit extraordinaire d'un million de francs est ouvert au ministère des travaux publics pour les dépenses des ateliers nationaux. L'emploi détaillé de ce crédit sera soumis à la sanction de l'Assemblée nationale.

— Le comité de défense générale s'est prononcé pour l'exécution immédiate des fortifications de l'île de Corse.

— Le comité de la guerre a organisé aujourd'hui son bureau. M. le général Subervic a été nommé président ; M. de Rémusat, vice-président ; MM. Oscar Lafayette et Auguste Avond ont été nommés secrétaires.

— On se demande ce que deviennent les pièces d'or et d'argent frappées sous la République, à l'hôtel des Monnaies ? Tout disparaît comme par enchantement.

Toutes les pièces d'or et d'argent ayant été vendues, on se demande aussi qui est-ce qui bénéficie de l'agiot.

— Le citoyen Nozahic, cultivateur, a déposé aujourd'hui sur le bureau du président de l'Assemblée nationale, une proposition de créer une légion de 100,000 travailleurs ruraux, destinée à boisser les montagnes, à assainir les marais, et à mettre en pratique le système qui doit lier l'agriculture à l'industrie manufacturière.

Il démontre dans sa proposition que l'Etat peut s'accroître de plusieurs milliards, en procurant une existence honnête et un avenir heureux à 500,000 habitants.

— L'officier de casernement atteste que, dans les journées du 16, 17 et 18 mai, — après l'évacuation des Montagnards, qui s'était opérée avec ordre et sans résistance, — la cantine, dans cet espace de temps, s'est trouvée envahie, livrée au gaspillage, et presque toutes les marchandises ont été consommées et bues par tous les gardes nationaux qui s'y trouvaient.

Signé : lieutenant MERCIER, de la 12^e légion, chargé du casernement par le citoyen préfet de police.

Le nommé Vellicus, montagnard, a perdu, par suite de ce pillage, 276 fr.

Un ancien cantinier de la garde municipale s'est installé à la place du cantinier montagnard expulsé.

— Tous les individus arrêtés à la suite de la journée du 15 mai, qui ne sont pas détenus à Vincennes, ont été transférés à la Conciergerie. Le colonel Rey, M. Courtais et un chef d'état-major, M. Saisset, s'y trouvent depuis quelques jours, ainsi que M. Pierre Leroux.

M. Desflottes, officier de marine ; le docteur Baudin ; Devret, ex-président des délégués du peuple ; son fils ; son neveu ; M. Boquet fils, ancien adjoint du 12^e arrondissement, arrêté avec deux de ses frères, sont prévenus comme complices dans le complot Barbès.

M. Ledru-Rollin avait envoyé M. Pelletier de Lorgues comme délégué du comité révolutionnaire dans les Bouches-du-Rhône ; l'amitié et la confiance d'un membre du pouvoir exécutif n'empêchent pas M. de Lorgues d'être détenu toujours pour le même complot.

Hébronit, Gresset, Devaux, Béryer, Polluet, et une foule d'autres sont inscrits sur le livre d'érou. La plupart ont été arrêtés le 16, sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

Malgré le régime de la Conciergerie, qui est des plus tristes, quoiqu'on ait écrit cent volumes philanthropiques sur les prisons, les prévenus politiques sont pour la plupart d'une gaieté qui contraste singulièrement avec l'abattement de MM. Rey et Courtais, qui vivent pour ainsi dire séparés de leurs camarades.

— On nous adresse une foule de lettres pour protester contre le maintien de la magistrature de Louis-Philippe sous la République. La chambre des pairs inamovible a bien été détruite ; comment les anciens tribunaux de la royauté auraient-ils le droit de juger encore ! Est-ce Zangiacomi qui jugera encore Barbès ! Est-ce le jury ?... L'ancien jury n'existe plus assurément. Tout le monde est juré comme tout le monde est électeur et garde national. Est-ce que le ministre de la justice républicaine et ses procureurs se sont occupés de la constitution d'un nouveau jury.

(Vraie République).

— On a fait, ces jours derniers, une perquisition au domicile d'un excellent patriote, le citoyen Bozin aîné, rue de Charenton, 85. On a tout fouillé chez lui, tandis que la porte de la maison était occupée par une compagnie de la garde nationale, commandée par le chef de bataillon Ligny, de la 8^e légion. Il avait été dénoncé comme possesseur de trois cents fusils et de munitions de guerre, ce qui a été reconnu parfaitement absurde.

— On dit que le nouveau préfet de police s'occupe en ce moment d'une mesure générale concernant les ouvriers étrangers au département de la Seine. Tous ceux qui sont sans ouvrage ou qui refuseraient de travailler, devront quitter la capitale pour se rendre dans leurs départements respectifs.

Aux ouvriers de la Creuse.

Le président du club démocratique de la Creuse invite tous les membres du club à se réunir dimanche matin, à dix heures précises, passage de l'Entrepôt-des-Marais, n^o 4, dans les bureaux de la Commune de Paris.

Avis.

Le comité d'agriculture fondé par le citoyen Sobrier, n'a pas été emprté dans la tourmente, nous nous occupons très activement de le reconstituer, et nous espérons que tous les membres voudront encore se réunir à nous pour atteindre le but que nous nous étions proposé.

Tous les renseignements sont reçus aux bureaux du journal. — *Affrenchir*.

Pour le comité,

A. PEYRIT, secrétaire.

Les galeries du Musée de Versailles sont ouvertes au public tous les jours à midi, excepté les vendredis et samedis. — Le chemin de fer de la rive gauche conduit seul directement au château. Il a transféré sa station de la Made-

leine à la rue Duphot, 6 ; ses autres stations sont établies : au Carrousel, hôtel de Nantes ; Bourse, rue Feydeau, 5 ; place Saint-Sulpice, 12 ; place du Palais-de-Justice, 1 ; Porte-Saint-Martin, rue Saint-Martin, 256.

Le club pacifique organisateur des droits de l'homme et du citoyen s'étant imposé la tâche de signaler l'égarément et les abus de l'administration qui nous régit, et de signaler dans un rapport détaillé les changements indispensables à apporter tant sur les hommes que sur les principes, invite les citoyens démocrates qui auraient quelques renseignements à lui communiquer pour l'aider dans son travail à vouloir bien les faire parvenir, à l'heure de ses séances, qui ont lieu les lundi, mercredi et vendredi, à huit heures du soir, au local de l'école des garçons, rue Sainte-Élisabeth, près le Temple, ou tous les jours chez le citoyen Pélin, boulevard du Temple, 42, de huit heures à midi.

PÉLIN, président.

Nous prions le citoyen Firmin Chapot, qui nous a écrit hier, de vouloir bien nous faire connaître son adresse.

La lettre que nous avons insérée dans notre numéro du 25 mai est du citoyen Hurey et non Huney.

A partir de lundi 29, — la Commune de Paris recevra les annonces — au prix de 1 franc la ligne.

Bulletin de la Bourse du 26 mai.

La rente a monté assez rapidement, tandis que les chemins étaient tous en baisse, ce qui s'explique par la nouvelle que les membres de la sous-commission des chemins sont opposés au principe du rachat. Comme la nouvelle d'un remboursement des actions au moyen de 5 0/0 au pair avait fait monter les chemins et baisser la rente, les renseignements publiés ce matin par les journaux devaient produire un effet contraire.

Les actions de la Banque de France étaient en baisse. On ne regardait pas l'ensemble du relevé hebdomadaire publié ce matin dans le *Moniteur* comme satisfaisant.

Pour le comité de rédaction, Aug. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.